

NATIONS UNIES



# CONSEIL DE SÉCURITÉ

## DOCUMENTS OFFICIELS

TRENTE-HUITIÈME ANNÉE

UN LIBRARY

MAY 20 1983

UN/SA COLLECTION

**2432<sup>e</sup>** SÉANCE : 13 MAI 1983

NEW YORK

---

### TABLE DES MATIÈRES

	<i>Page</i>
Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2432/Rev.1) .....	1
Adoption de l'ordre du jour .....	1
Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746) .....	1

#### NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Les documents du Conseil de sécurité (cote S/...) sont, en règle générale, publiés dans des *Suppléments* trimestriels aux *Documents officiels du Conseil de sécurité*. La date d'un tel document indique le supplément dans lequel on trouvera soit le texte en question, soit des indications le concernant.

Les résolutions du Conseil de sécurité, numérotées selon un système adopté en 1964, sont publiées, pour chaque année, dans un recueil de *Résolutions et décisions du Conseil de sécurité*. Ce nouveau système, appliqué rétroactivement aux résolutions antérieures au 1<sup>er</sup> janvier 1965, est entré pleinement en vigueur à cette date.

## 2432<sup>e</sup> SÉANCE

Tenue à New York le vendredi 13 mai 1983, à 16 h 30.

*Président : M. UMBA di LUTETE (Zaïre).*

*Présents :* Les représentants des Etats suivants : Chine, Etats-Unis d'Amérique, France, Guyana, Jordanie, Malte, Nicaragua, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Togo, Union des Républiques socialistes soviétiques, Zaïre, Zimbabwe.

### **Ordre du jour provisoire (S/Agenda/2432/Rev.1)**

1. Adoption de l'ordre du jour.
2. Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746).

*La séance est ouverte à 16 h 50.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

**Lettre, en date du 5 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le représentant du Nicaragua au Conseil de sécurité (S/15746)**

1. Le PRÉSIDENT : Conformément aux décisions qui ont été prises à la 2431<sup>e</sup> séance du Conseil, j'invite le représentant du Honduras à prendre place à la table du Conseil. J'invite également les représentants de la Grenade, du Mexique et de la République arabe syrienne à prendre les places qui leur sont réservées sur les côtés de la salle du Conseil.

*Sur l'invitation du Président, M. Ortez Colindres (Honduras) prend place à la table du Conseil; M. Taylor (Grenade), M. Muñoz Ledo (Mexique) et M. El-Fattal (République arabe syrienne) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

2. Le PRÉSIDENT : Je voudrais informer les membres du Conseil que j'ai reçu des représentants de l'Algérie, de Cuba, de l'Ethiopie, du Guatemala, de la Jamahiriya arabe libyenne, du Mali, de la République islamique d'Iran et des Seychelles des lettres dans lesquelles ils demandent à être invités à participer à la discussion de la question inscrite à l'ordre du jour. Selon la pratique habituelle, je me propose, avec l'assentiment du Conseil, d'inviter ces représentants à prendre part au débat sans droit de vote, conformément aux dispositions pertinentes de la Charte et à l'article 37 du règlement intérieur provisoire.

*Sur l'invitation du Président, M. Sahnoun (Algérie), M. Roa Kouri (Cuba), M. Ibrahim (Ethiopie), M. Quiñones-Amézquita (Guatemala), M. Treiki (Jamahiriya arabe libyenne), M. Traoré (Mali), M. Rajaie-Khorasani (République islamique d'Iran) et Mme Gonthier (Seychelles) occupent les sièges qui leur ont été réservés sur les côtés de la salle du Conseil.*

3. Le PRÉSIDENT : Les membres du Conseil sont saisis du document S/15753, qui contient le texte d'une lettre en date du 9 mai 1983, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Vice-Ministre des relations extérieures du Nicaragua.

4. Le premier orateur inscrit sur ma liste est le représentant du Mexique. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

5. M. MUÑOZ LEDO (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : Monsieur le Président, qu'il me soit permis de vous féliciter au nom de ma délégation à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Votre longue expérience et celle de votre pays nous sont une garantie de votre engagement envers la cause de la paix en votre qualité de Président de cet organe.

6. Pour la deuxième fois en six semaines, le Gouvernement du Nicaragua a dû recourir au Conseil pour dénoncer le fait que l'escalade de la violence en Amérique centrale se poursuit, mettant ainsi en danger la souveraineté et l'intégrité territoriale de ce pays et la paix et la sécurité internationales.

7. Je suis reconnaissant au Conseil de me donner la possibilité de réitérer ici la grave préoccupation du Gouvernement du Mexique face à la situation actuelle en Amérique centrale et face aux violations répétées du droit international dans cette région ainsi qu'en raison de la dangereuse tendance à sous-estimer, voire à négliger le droit des peuples à l'autodétermination.

8. La déclaration du Ministre des relations extérieures du Nicaragua mentionne des faits qui indiquent une aggravation indéniable de la crise en Amérique centrale et une tendance toujours plus évidente à l'ingérence dans les affaires intérieures des Etats de la région.

9. Face à une telle tendance qui accroît le risque d'internationalisation de la crise en Amérique centrale, le Mexique a redoublé d'efforts en faveur du dialogue et de la négociation, en tant que moyens de parvenir à une solution pacifique des controverses régionales, confor-

mément à l'esprit et à la lettre de la Charte des Nations Unies. En coopération avec le Gouvernement de la Colombie, du Panama et du Venezuela, et dans le cadre de la déclaration du Contadora du 9 janvier 1983<sup>1</sup>, nous avons intensifié les contacts et les consultations visant à déboucher sur une réduction des tensions dans la région et sur une recherche de mécanismes, mutuellement acceptables par les parties, susceptibles de mener à la paix.

10. A la suite du dernier débat du Conseil concernant la plainte du Nicaragua [2420<sup>e</sup> à 2427<sup>e</sup> séances], les ministres des relations extérieures des quatre pays se sont rendus ensemble au Costa Rica, au Nicaragua, à El Salvador, au Honduras et au Guatemala, sur invitation des gouvernements de ces pays. Au cours de ces visites, ils ont pris note du désir de coopération des parties et de leurs critères et points de vue concernant les conditions requises pour le rétablissement de la paix.

11. A la lumière de ces conversations, ils ont invité les ministres des relations extérieures de l'Amérique centrale, à procéder à une deuxième étape de consultations qui devaient avoir lieu en avril dans la République du Panama, en vue de favoriser un échange de vues efficace et de permettre un dialogue constructif entre les gouvernements de ces pays. Cette deuxième étape a permis de définir les principaux aspects de la controverse et à établir un premier diagnostic quant à leur nature. A la suite de cette réunion, nos gouvernements ont réaffirmé leur profonde conviction que, par des solutions pacifiques et dans un esprit de négociation authentique, il est possible de faire face, de manière positive, aux conflits qui touchent les pays de la région.

12. Nous avons reçu des témoignages de solidarité réelle à l'égard de nos efforts de la part de nombreux gouvernements, et nous estimons avoir contribué au renforcement d'une conscience pacifiste vis-à-vis de la question de l'Amérique centrale, qui a gagné l'appui de l'écrasante majorité de l'opinion publique internationale.

13. Dans la déclaration commune à laquelle ont souscrit le Secrétaire aux relations extérieures du Mexique et le Secrétaire d'Etat des Etats-Unis à l'issue de la troisième séance de la Commission binationale établie par les deux gouvernements, il est dit qu'après avoir échangé des points de vue sur la situation dans la région de l'Amérique centrale, les deux parties "sont convenues d'entamer un processus de dialogue et de négociation en vue d'éviter un conflit armé et d'encourager la création de conditions pacifiques et de développement économique".

14. D'autres pays du continent ont apporté leur plein appui à nos efforts. A l'issue d'une visite officielle dans mon pays, le Président du Brésil ainsi que le Président du Mexique ont signé une déclaration dans laquelle ils expriment leur profonde préoccupation "quant à l'aggravation de la situation en Amérique centrale et au risque toujours plus grand de voir se produire des con-

flits guerriers qui s'étendent à toute la région". Les deux Présidents

"ont considéré qu'il fallait tenir d'urgence des négociations effectives entre les parties impliquées dans cette crise et ont exhorté lesdites parties à se garder de mesures qui contribueraient à détériorer encore la situation. En outre, ils ont reconnu qu'une solution définitive ne sera possible qu'en l'absence de toute ingérence étrangère".

Ils se sont également accordés à reconnaître que

"la crise en Amérique centrale a pour origine les structures économiques et sociales qui existent dans la région et que, par conséquent, les efforts pour y mettre fin doivent s'opposer à la tendance qui consiste à la placer dans le cadre de l'affrontement Est-Ouest".

15. Nous sommes persuadés que cette déclaration est le reflet d'une ferme conviction des Etats Membres de l'Organisation qu'ils sont de plus en plus nombreux à partager. Malgré cela, le climat de menaces et d'agressions verbales s'est alourdi et les points d'affrontement se sont multipliés. Pendant qu'un grand nombre travaillent véritablement pour la paix, il semble que quelques-uns essaient de l'atteindre par la guerre.

16. Au cours de ces dernières semaines, l'on a été témoin d'événements militaires et politiques qui soulignent le danger d'une ingérence croissante dans les affaires intérieures des Etats de l'Amérique centrale et, en particulier, du Nicaragua. Si cette tendance se prolongeait, un dommage irréparable serait causé à l'Organisation car cela porterait atteinte au principe cardinal sur lequel elle se fonde : le respect de la souveraineté des Etats.

17. Le Président du Mexique, Miguel de la Madrid, a récemment formulé une mise en garde sévère à ce sujet. Il a dit :

"La vie internationale n'est pas le terrain réservé de l'action unilatérale et ne doit pas non plus servir de terrain d'essai pour certains. Il appartient à la société des Etats, dans son ensemble, de réaliser — face aux crises de notre époque — des tâches d'une importance décisive.

Il a également rappelé que le Mexique continuera de lutter pour que nos frères d'Amérique centrale puissent trouver, dans le principe de l'autodétermination des peuples, la meilleure garantie de leur droit de vivre en paix et de choisir leur propre voie vers la démocratie et le développement.

18. Face à la gravité de la situation qui a suscité le présent débat du Conseil de sécurité, les Ministres des affaires étrangères de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela ont tenu une réunion de consultation qui s'est terminée aux premières heures du

jour dans la ville de Panama. Après avoir examiné les événements de manière détaillée, ils ont réaffirmé qu'ils avaient l'intention de poursuivre leur rôle diplomatique en vue de trouver la solution aux conflits de la région en encourageant le dialogue, la compréhension et la mise en place de mécanismes politiques qui puissent garantir la complète réalisation de leurs objectifs.

19. A cet égard, et répondant par là à une demande du Gouvernement du Costa Rica, ils ont décidé d'envoyer une commission d'observation sur la zone frontrière de ce pays avec le Nicaragua, composée de représentants de chacun des pays membres du groupe et chargée d'étudier les faits, d'évaluer la situation et de présenter les recommandations pertinentes.

20. Les Ministres des relations extérieures des quatre pays ont constaté "avec une vive préoccupation le tour qu'a pris le conflit centraméricain au cours des derniers jours et la violation répétée de principes essentiels de l'ordre juridique international." Ils ont reconnu que "ces circonstances ont suscité diverses initiatives en vue d'une intervention d'organismes multilatéraux". Les ministres ont déclaré que :

"Il serait très souhaitable que les délibérations qui se poursuivent dans ces instances, en particulier celles qui se déroulent actuellement au Conseil de sécurité, aboutissent à un renforcement des principes dont le respect doit inspirer la conduite internationale des Etats.

"Il s'agit notamment de l'autodétermination et de la non-intervention dans les affaires d'autres Etats, du respect de l'intégrité territoriale, de l'obligation de ne pas autoriser l'utilisation du territoire d'un Etat pour commettre des actes d'agression contre d'autres Etats, du règlement pacifique des différends et de l'interdiction de menacer de recourir à la force ou d'en faire usage pour résoudre des conflits." [voir S/15762, annexe.]

21. Un Etat Membre de l'Organisation a attiré l'attention du Conseil sur une situation qui, de toute évidence, met en danger la paix et la sécurité internationales. Il l'a fait dans le plein exercice de son droit, conformément à l'Article 35 de la Charte. Le Conseil a la responsabilité inéluctable de réagir de manière rapide et efficace devant le problème posé. Le devoir du Conseil est de contribuer de manière décidée à la solution négociée du conflit, comme l'exige la conscience internationale.

22. Le Gouvernement du Mexique estime que le projet de résolution préparé par les pays en développement membres non permanents du Conseil de sécurité renferme les éléments indispensables pour favoriser le règlement pacifique des différends existant dans la région; il affirme la compétence primordiale du Conseil pour le maintien de la sécurité collective, souligne les principes fondamentaux qui sont en jeu et apporte aux pays qui prennent part aux efforts du groupe de Con-

tadora un appui supplémentaire afin de leur permettre de continuer leur travail. Il demande en outre au Secrétaire général, conformément aux options que lui confère la Charte, d'user de ses bons offices, — qu'il a lui-même proposés d'ailleurs — en coordination avec les membres du Groupe de Contadora en vue de trouver des solutions aux problèmes qui menacent la paix en Amérique centrale. Cela pourrait se faire selon les modalités que le Secrétaire général lui-même jugera appropriées aux circonstances.

23. Les efforts que déploient des pays et des groupes de pays conformément à leur devoir d'Etats Membres pour favoriser le règlement pacifique des différends internationaux devraient en tous les cas être appuyés résolument par l'Organisation des Nations Unies et être liés aux mesures que peuvent prendre les organes compétents de l'Organisation.

24. Nous savons gré à la communauté internationale ici représentée de son appui aux efforts de paix de nos pays et nous sommes persuadés que tous les Etats de la région et en dehors de la région entendront et suivront l'appel qui leur est lancé et s'abstiendront de tout acte qui pourrait rendre plus difficiles les efforts du Groupe de Contadora ou aggraver la situation.

25. Nous espérons que ce projet de résolution recueillera l'approbation unanime du Conseil. Cela représenterait un acte politique sans équivoque et très important qui permettrait d'entamer un processus de détente et de rétablissement de la paix en Amérique centrale.

26. M.MASHINGAIDZE (Zimbabwe) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, je voudrais tout d'abord m'associer à ceux qui vous ont déjà souhaité la bienvenue à New York et exprimer mes meilleurs vœux de succès dans vos fonctions de représentant de votre grand pays auprès de l'Organisation des Nations Unies. En tant que membres de l'Organisation de l'unité africaine et du mouvement des pays non alignés et en tant que pays en développement et faibles sur le plan militaire, le Zimbabwe et le Zaïre ont beaucoup d'intérêts communs. Par conséquent, j'espère sincèrement que nos deux missions ici, à New York, continueront de collaborer pour promouvoir et protéger ces intérêts et pour œuvrer en faveur de la paix et de la sécurité internationales. Mon second devoir agréable, Monsieur le Président, consiste à vous féliciter de votre accession à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois de mai. Vous vous êtes déjà rendu compte qu'il s'agit là d'un poste fort lourd et le mois de mai promet d'être extrêmement chargé. Cependant, votre grande expérience de Ministre du Gouvernement de votre pays nous donne des raisons de croire que le Conseil, qui a la responsabilité principale du maintien de la paix et de la sécurité internationales, sera en de bonnes mains pendant le mois en cours. Pour sa part, la délégation du Zimbabwe tient à vous assurer que vous pouvez compter sur son entière coopération dans vos fonctions.

27. Je voudrais également rendre hommage à Mme Kirkpatrick, représentante des Etats-Unis, qui a présidé de manière fructueuse le Conseil au cours du mois d'avril.

28. Passant maintenant à la question qui fait l'objet de notre réunion, ma délégation note avec un vif regret et une grande préoccupation que pour la deuxième fois en six semaines la République du Nicaragua s'est vue obligée de demander une réunion urgente du Conseil de sécurité en raison de la situation délicate qui existe à ses frontières et qui s'aggrave chaque jour. A moins qu'elle ne soit enrayerée immédiatement, l'escalade des tensions sur les frontières entre le Nicaragua et le Honduras et entre le Nicaragua et le Costa Rica conduira bientôt à des conflits militaires ouverts. Le Conseil de sécurité, seul organisme que la communauté internationale a chargé de la responsabilité primordiale de la paix et de la sécurité internationales, ne peut que redouter sérieusement la conflagration qui suivra immédiatement l'éclatement d'un conflit armé, car les conséquences d'une telle conflagration pour la stabilité régionale et pour la paix et la sécurité internationales seraient incalculables.

29. Cependant, nous notons avec encouragement que, préoccupée par les graves dangers qui menacent la paix et la stabilité dans la région, certains des gouvernements de la zone ont déjà pris des initiatives visant à prévenir toute nouvelle escalade de la situation. Nous voulons parler des initiatives des Gouvernements de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela — l'initiative de Contadora — dont l'objectif à long terme est la normalisation définitive des relations entre les Etats intéressés grâce à des moyens pacifiques.

30. Notre délégation est également encouragée du fait que le Gouvernement de reconstruction nationale du Nicaragua s'est déclaré à maintes reprises attaché à un règlement négocié, comme l'a réaffirmé son Ministre des relations extérieures, M. Miguel D'Escoto Brockmann, dans la déclaration qu'il a faite au Conseil le 9 mai [2431<sup>e</sup> séance] et dans une lettre du 2 mai adressée au Secrétaire d'Etat des Etats-Unis, M. George Shultz [S/15742].

31. Le Gouvernement de la République du Zimbabwe estime que le Conseil doit insister sur des solutions négociées et pacifiques aux problèmes qui affligent l'Amérique centrale et doit déployer les plus grands efforts dans ce sens. Il n'y a pas, il ne peut pas y avoir, de politique de rechange viable à cette solution. Mon gouvernement voudrait que les efforts de l'Organisation des Nations Unies en faveur de la paix dans la région se réalisent par l'intermédiaire du Conseil de sécurité, avec la participation personnelle du Secrétaire général. Nous pensons que, pour faire un premier pas positif dans cette direction, le Conseil devrait adopter une résolution par laquelle, entre autres, le Secrétaire général serait autorisé à entreprendre sans délai une mission de bons offices, de préférence en coordination avec le Groupe de Contadora.

32. En outre, le Conseil devrait mettre en garde tous les intéressés, et notamment les Etats extérieurs à l'Amérique centrale, et leur demander de s'abstenir de toute ingérence et de toute intervention susceptibles d'aggraver la situation et de nuire aux efforts de paix du Secrétaire général et du Groupe de Contadora.

33. Enfin, étant donné que nous sommes fermement convaincus qu'aucun règlement ne peut mener à une paix réelle et durable à moins qu'il ne bénéficie du respect et de l'appui des parties directement intéressées, nous espérons qu'à un moment opportun le Nicaragua et le Honduras auront l'occasion d'entamer un dialogue sérieux, peut-être avec l'aide du Secrétaire général ou du Groupe de Contadora. Nous espérons aussi qu'un tel règlement, issu de pourparlers directs entre les deux parties, serait grandement renforcé par un dialogue similaire entre le Nicaragua et les Etats-Unis. Pour atteindre leurs objectifs, les dialogues que nous recommandons ici doivent être entrepris avec sérieux et honnêteté, sur un pied d'égalité entre Etats souverains.

34. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est la représentante des Seychelles. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

35. Mme GONTHIER (Seychelles) [*interprétation de l'anglais*] : Monsieur le Président, étant donné que vous avez assumé les fonctions de Ministre des affaires étrangères et que vous avez bien servi tant votre pays que l'Afrique, nous sommes persuadés que votre compétence nous guidera utilement dans ces temps troublés.

36. La République des Seychelles continue à appuyer le droit du Nicaragua à l'indépendance et prie tous les Etats de renoncer à la politique d'intervention et de déstabilisation, et de rechercher une solution politique par la voie diplomatique afin de régler toute divergence qui pourrait exister entre eux et le Nicaragua.

37. Dans la société seychelloise, la famille est en réalité une communauté dans laquelle tous les membres collaborent étroitement. Ce n'est pas une relation fondée sur l'autorité dominante ou, si l'on peut dire, dominatrice, d'un seul membre. L'orientation politique ou idéologique d'une telle famille n'est pas déterminée par un seul membre, qui agirait en tant que chef de famille. Chaque membre a le droit de participer à toute décision importante. Mais aucun des membres de la famille n'a le droit de s'ingérer dans les relations normales entre les autres, notamment les parents éloignés. L'actuelle ingérence étrangère depuis le Honduras — qui trouble les relations normales dans le cadre de la communauté centraméricaine — expose ce membre de la famille à des représailles et à un affrontement militaire important.

38. Du fait de l'utilisation du Honduras comme base d'un programme de déstabilisation contre le Nicaragua, les hostilités actuelles au Nicaragua peuvent conduire à

une guerre entre les deux pays. Cela n'est pas une attitude normale adoptée par les membres d'une famille lorsqu'ils cherchent à régler leurs différences. Or, certains intérêts étrangers ne considèrent pas le Nicaragua comme membre d'une famille. Ils le considèrent plutôt comme un orphelin qui a besoin de la supervision d'un tuteur ou d'une tutrice.

39. En raison de l'infiltration actuelle des forces contre-révolutionnaires au Nicaragua, l'escalade de la violence s'aggrave de jour en jour. Cette politique impitoyable d'activités secrètes risque d'étendre les flammes qui embrasent l'Amérique centrale à d'autres nations et d'autres continents. Elle décourage tous ceux qui sont attachés à la paix et qui respectent la dignité d'un peuple. Sous le régime de Somoza, le peuple du Nicaragua a subi son calvaire avec courage et fierté, et chaque nouvelle épreuve ne fait que le renforcer dans sa lutte incessante pour survivre.

40. Il ne faut jamais sous-estimer la volonté d'un peuple, comme on l'a fait dans le passé. Le rétablissement de la paix dans la communauté de l'Amérique centrale ne se fera pas par une intensification inhumaine des souffrances et du chagrin provoqué par les morts mais par la négociation avec les représentants authentiques du Nicaragua : le gouvernement sandiniste. Des parents régionaux éloignés doivent être persuadés que l'intervention est une erreur grossière et effrayante qui ne saurait se solder par la victoire. Combien de victimes faut-il encore pour que ces vérités soient reconnues et acceptées en tant que base de négociations nécessaires et urgentes ?

41. Si l'activité militaire étrangère au Nicaragua continue de faire l'objet d'articles bien documentés dans la presse américaine et la presse internationale, on ne parle cependant guère de la raison de cette activité. Nous ne pouvons que conclure que le véritable objectif de cette intervention vise à renverser l'actuel Gouvernement du Nicaragua. N'oublions pas que la communauté internationale a proscrit l'intervention en tant qu'instrument de la politique étrangère des Etats. A cet égard, il faut se reporter à la résolution 2625 (XXV) de l'Assemblée générale de 1970 contenant la Déclaration relative aux principes du droit international touchant les relations amicales et la coopération entre les Etats conformément à la Charte des Nations Unies.

42. Pour conclure, ma délégation voudrait réaffirmer la préoccupation de la République des Seychelles devant la détérioration de la situation au Nicaragua et en relation avec le Nicaragua. La perte de vies nicaraguayennes tient au fait que d'aucuns pensent que le Nicaragua n'a pas le droit à l'indépendance et à l'intégrité territoriale. La République des Seychelles espère que des négociations et un dialogue — tout comme y ont recours les bons membres d'une famille pour régler leurs différends — permettront de modifier cet état de pensée.

43. C'est pourquoi, nous appuyons l'initiative de Contadora qui favorise la paix en Amérique centrale.

Nous demandons instamment au Secrétaire général d'utiliser de toute son influence afin que le plan de Contadora soit mis en œuvre et que l'on parvienne à des résultats concrets.

44. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de l'Algérie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

45. M. SAHNOUN (Algérie) : Monsieur le Président, permettez-moi tout d'abord de vous adresser mes très sincères félicitations pour votre accession à la présidence du Conseil de sécurité. Les hautes responsabilités que vous avez assumées dans votre pays et votre vaste expérience dans les affaires internationales, que nous connaissons tous, seront assurément bénéfiques à l'action du Conseil au cours de ce mois. Je me dois également de rendre hommage à votre prédécesseur, Mme Jeane Kirkpatrick, pour le travail éminent qu'elle a accompli le mois dernier.

46. La délégation algérienne prend la parole une nouvelle fois sur cette même question, pour faire part, avec un sentiment d'inquiétude accrue, de sa préoccupation devant l'évolution encore plus dangereuse de la situation de tension et d'affrontement armé qui prévaut au Nicaragua et plus précisément sur les frontières de ce pays avec le Honduras.

47. Notre devoir vis-à-vis de la paix et de la sécurité internationales et notre souci devant tout ce qui les menace, autant que notre solidarité avec un pays ami, nous commandent de nous joindre, dans l'examen d'une plainte soumise au Conseil de sécurité depuis une année déjà, à tous ceux qui espèrent que le pire sera en fin de compte évité et que le malheur et le désastre seront épargnés aux peuples de la région.

48. D'emblée, je me dois de rendre hommage au Ministre des relations extérieures du Nicaragua qui, en terminant sa déclaration à ce débat [2431<sup>e</sup> séance], a su indiquer la voie, par le dialogue raisonnable et avec les interlocuteurs appropriés, pour la recherche d'un règlement pacifique des conflits qui opposent aussi bien les pays de la région que d'autres pays moins immédiats. Dans cette déclaration il est dit :

“Nous ne sommes pas venus ici pour faire des récriminations ni pour exiger des réparations pour les dommages causés. Nous ne savons pas comment on pourrait ramener à la vie tous nos frères et sœurs nicaraguayens qui sont tombés sous les balles assassines des somozistes, lesquels sèment la terreur dans notre patrie et, en ce moment même, alors que je vous parle, assassinent nos gardes-frontières héroïques, nos paysans, nos étudiants, nos techniciens, nos médecins — nicaraguayens ou étrangers — et les membres de notre glorieuse armée populaire sandiniste, réservistes et miliciens.

“A l'agression et à la mort, nous sommes venus répondre par une invitation au dialogue franc et constructif.

Nous haïssons la guerre, nous aimons la paix. Quelle est la réponse de mes collègues du Conseil ?" [*Ibid.*, par. 45 et 46.]

49. Ma délégation estime que l'importante contribution de M. D'Escoto Brockmann contient des éléments sérieux et positifs de nature à mettre un terme au processus actuel de violence et d'affrontement qu'il n'est de l'intérêt d'aucun pays de la région d'entretenir. Cet effort de la raison et du bon sens de la part du Nicaragua alors même qu'il est victime d'une agression caractérisée et d'une intervention si peu camouflée dans ses affaires internes, devrait trouver sa réponse au Conseil afin que soient posés les jalons pour un retour de la paix dans toute la région.

50. Dans cette perspective, l'Algérie note avec satisfaction les efforts déployés par les pays de la région et que vient de retracer le représentant du Mexique. L'Algérie appuie en particulier les efforts de la Colombie, du Mexique, du Panama et du Venezuela pour tracer les lignes d'un règlement durable et global de la crise qui affecte la région de l'Amérique centrale. Les réunions qui ont lieu ces derniers mois entre les quatre pays, et tout récemment encore, constituent une initiative hautement responsable et portent la promesse d'une issue pacifique. Notre devoir est d'encourager cette initiative et toute proposition tendant à préserver les chances d'une paix sûre et durable. Nous espérons que les efforts de ce groupe dit de Contadora seront couronnés de succès et qu'ils seront soutenus et prolongés par l'action propre de l'Organisation des Nations Unies.

51. La convergence des volontés, celles des pays de la région comme celles de la communauté internationale, à travers l'action souhaitable et nécessaire du Secrétaire général devrait permettre de surmonter la crise actuelle et d'éviter une généralisation dramatique du conflit.

52. L'Algérie, en formulant aujourd'hui avec insistance ses préoccupations et ses souhaits devant le Conseil demeure en stricte concordance avec les positions arrêtées par le mouvement des pays non alignés et qui sont contenues aussi bien dans le communiqué final publié par les ministres des affaires étrangères de son Bureau de coordination à l'issue de leur réunion extraordinaire à Managua en janvier de cette année [voir S/15628, annexe] que dans les documents adoptés à la septième Conférence des chefs d'Etat ou de gouvernement des pays non alignés, à New Delhi en mars [S/15675, annexe].

53. Nous voudrions réitérer pour notre part le fervent souhait de voir s'engager un dialogue véritable entre les Etats concernés. Il n'y a pas d'autre voie pour mettre un terme à l'escalade actuelle de l'agression, au processus incontrôlé de l'interventionnisme et aux surenchères des déclarations d'hostilité.

54. Le Conseil doit à la remarquable disponibilité du Nicaragua l'occasion précieuse qui lui est offerte une

fois de plus de mettre en œuvre les ressources de la diplomatie multilatérale à des fins préventives. Devant les conséquences imprévisibles que porte en elle l'évolution dangereuse de la situation, le Conseil de sécurité ne peut que se sentir mis en demeure de peser de toute son autorité pour la restauration de la paix et le règlement pacifique des différends. A cet effet, c'est la responsabilité individuelle et collective des Etats membres du Conseil de ne se laisser guider que par l'exigence de la sauvegarde de la paix et de la sécurité internationales. Nous voulons croire qu'il en sera ainsi.

55. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de la Grenade. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

56. M. TAYLOR (Grenade) [*interprétation de l'anglais*] : Je voudrais tout d'abord, Monsieur le Président, vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence du Conseil pour le mois de mai. Je saisis également cette occasion pour remercier, par votre intermédiaire, les membres du Conseil de m'avoir invité à prononcer cette allocution.

57. Ces réunions du Conseil ont été convoquées à la demande du Gouvernement du Nicaragua, dans un effort visant à promouvoir la paix et la bonne volonté entre ce pays et ses voisins immédiats. Il s'agit d'une nouvelle tentative du Gouvernement nicaraguayen, conforme à sa politique déclarée et à sa pratique immuable qui sont d'encourager le dialogue et la négociation afin de réduire les tensions de la région de l'Amérique centrale, d'éviter une conflagration qui embraserait la région tout entière et qui aurait indubitablement des retombées bien au-delà des frontières de l'Amérique centrale. Il faut tenir compte de ces faits dans nos délibérations, car ils définissent les paramètres de la présente réunion et soulignent son importance.

58. Aujourd'hui, le Nicaragua nous demande d'agir conformément aux nombreuses résolutions et déclarations que nous avons adoptées en faveur de la paix internationale, de la coopération et du respect de la souveraineté, de l'intégrité territoriale, de l'indépendance politique et du droit inaliénable de tous les peuples à l'autodétermination. En vérité, le Nicaragua nous demande de faire appel aux dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies qui nous enjoignent tous d'agir en faveur de la paix.

59. Nous sommes réunis ici aujourd'hui face à une situation très tendue. De nombreux appels à la paix, lancés par les Gouvernements régionaux et étrangers — y compris la France, le Mexique, la Colombie, le Venezuela, le Panama et même le Nicaragua — ont été rejetés avec arrogance. Nous nous réunissons à un moment où la menace de guerre entre le Nicaragua et le Honduras apparaît de façon inquiétante à l'horizon, à un moment où la politique obstructionniste et la rhétorique belliqueuse d'un membre permanent du Conseil de sécurité attisent les flammes de la guerre dans notre région.



60. Il y a quelques jours à peine, les mercenaires opérant avec impunité sur le sol hondurien se sont vu octroyer le statut de "combattants de la liberté". Tout récemment encore, les Etats-Unis ont contesté la légitimité du Gouvernement populaire du Nicaragua. J'affirme ici respectueusement que toute déclaration qui met en cause la légitimité du Gouvernement du Nicaragua dépasse largement en absurdité tout ce qu'Orwell a pu imaginer. Comment un gouvernement qui embrasse le régime raciste de Pretoria et qui se tient derrière ceux qui commettent le génocide en Namibie, à Sabra et à Chatila, peut-il contester les pouvoirs du Gouvernement souverain du Nicaragua ?

61. Il y a trois ans, une nouvelle croisade pour la démocratie a commencé. Il semble que ce soit la démocratie qui légitime les meurtres en masse, la démocratie qui fait de ses protagonistes des anges et du reste de l'humanité les disciples de Satan; c'est la démocratie au pistolet, la démocratie des méthodes policières, une démocratie d'arrière-cour, une démocratie de facade. Nous ne prétendons pas donner le sceau d'approbation final à la démocratie. Nous ne nous arrogeons pas le droit de définir ce qu'est ou ce que n'est pas la démocratie. Mais nous savons que la véritable démocratie est sensible aux besoins et aux aspirations des peuples et que la véritable démocratie ne peut pas se fonder sur une croyance impériale.

62. Les peuples d'Amérique latine sont les fiers héritiers et tenants des nobles idéaux proclamés par Bolívar, Martí, Sandino et Fedón. Nous en avons assez des politiques par lesquelles nos terres, qui regorgent du sang de nos martyrs, sont considérées comme la "chasse gardée", la "réserve stratégique", la "frontière commerciale", l'"arrière-cour" ou la "frontière" d'autrui. Nous sommes réalistes. Nous connaissons les Etats-Unis; nous rendons hommage à leur grand peuple; nous comprenons leurs préoccupations; nous respectons leur souveraineté; mais nous ne comprenons pas leur mépris pour notre gouvernement et leur opposition historique à toute tentative faite par nos peuples pour se libérer. Il est pénible de constater que le mépris et les reproches que nous lançent les Gouvernements successifs des Etats-Unis, y compris le Gouvernement Reagan, sont les mêmes que ceux qui ont été lancés aux Américains il y a quelque 200 ans, lorsqu'ils ont mené la première révolution anticolonialiste couronnée de succès de cet hémisphère. L'histoire est parfois un grand maître.

63. Il y a 200 ans, les révolutionnaires américains étaient méprisés et traqués comme des bêtes. Par exemple, le Comte de Sandwich, parlant, en mars 1775, en faveur d'une politique de répression par la force de la révolution américaine, déclarait :

"Supposez que les colonies comptent nombre d'hommes, qu'est-ce que cela veut dire ? Ce sont des hommes primaires, indisciplinés, lâches. Je voudrais qu'au lieu de 40 000 de ces courageux, ils puissent produire 200 000 de ces hommes; plus y en aura,

mieux cela vaudra; la conquête sera plus facile... croyez-moi, mes Lords, le simple bruit du canon les fera fuir... aussi vite que leurs pieds le leur permettront."

64. Peut-être serait-il également utile de voir comment les Américains ont protégé leur propre révolution glorieuse tout au début. Les contre-révolutionnaires qui, aujourd'hui, tuent des Nicaraguayens innocents, et qui ont été entraînés et financés par le Gouvernement des Etats-Unis, ont été décrits par John Adams, éminent Américain, comme étant "les animaux les plus méprisables de la création; les araignées, les crapauds, les serpents sont les seuls emblèmes qui leur conviennent vraiment". La révolution américaine a mis au point des mécanismes permettant de protéger ses acquis révolutionnaires, comme toutes les révolutions doivent le faire et ces mécanismes étaient les Conseils de la sûreté. En mars 1777, le Conseil de la sûreté du New Jersey a été habilité à emprisonner tous les contre-révolutionnaires. A Morristown, en juillet de la même année, les membres du Conseil ont arrêté 48 contre-révolutionnaires en un seul jour.

65. Pour ces raisons, nous ne comprenons pas pourquoi les Gouvernements successifs des Etats-Unis ont attaqué et continuent d'attaquer les gouvernements qui ont essayé ou essaient encore de nourrir les affamés, d'habiller ceux qui sont nus et de donner de la terre à ceux qui n'en ont pas. Au lieu de la coopération et de la bonne volonté que méritent ces gouvernements, les Gouvernements des Etats-Unis les ont renversés ou les ont soumis à des tactiques de déstabilisation. Comment les Etats-Unis peuvent-ils concilier leurs professions de foi et leurs pratiques ?

66. Arbenz a été renversé alors qu'il essayait de faire sortir son pays de la pauvreté; Allende a été sauvagement assassiné et son gouvernement renversé simplement parce qu'il essayait de donner à son peuple un peu du pain que celui-ci avait créé de ses propres mains. Le Nicaragua, Cuba et la Grenade doivent être punis parce qu'ils essaient d'émerger de la culture de la brutalité et de l'oppression des dictatures sanglantes de Somoza, Batista et Gairy.

67. Pourquoi le Gouvernement des Etats-Unis défie-t-il la volonté de nos peuples ? Est-ce démocratique que de fouler aux pieds la volonté de nos peuples ? En fait, c'est un ancien Secrétaire d'Etat des Etats-Unis qui, en parlant du Chili d'Allende, a dit que les Etats-Unis ne pouvaient pas sanctionner le socialisme au Chili, si les Chiliens étaient inconscients au point d'élire Salvador Allende. La volonté de qui faut-il respecter ? Celle des oligarchies ou des petites cliques qui extorquent les impôts des pauvres ? Les transnationales qui font des hommes des bêtes de somme ? La liberté d'entreprise est-elle la liberté de petites cliques d'exploiter la majorité ? Sur le totem de la démocratie la libre entreprise vient-elle avant l'homme libre ?

68. Aujourd'hui, nous demandons la justice, car l'injustice étouffe les pauvres peuples de notre région.

Nous exigeons la paix, car la guerre affaiblit nos peuples. Nous demandons la compréhension car le manque de compréhension ne fait que perpétuer notre retard. Pour édifier une société nouvelle et juste, accomplissant ainsi le rêve de Bolívar, Martí, Sandino et Fedón, il nous faut la paix parce que la paix est une condition indispensable au développement. La paix et le développement sont inséparables.

69. Au nom de mon gouvernement et du peuple de mon pays, je voudrais réaffirmer l'appui indéfectible de la Grenade aux propositions constructives présentées par le Groupe de Contadora ainsi qu'aux propositions avancées par le Ministre des relations extérieures du Nicaragua. Nous pensons que la participation du Secrétaire général aux discussions en cours devrait avoir un effet positif, compte tenu de l'intérêt personnel qu'il y porte, de sa sagesse et de ses très réelles qualités de chef.

70. Enfin, à notre avis, ne pas agir maintenant d'une manière qui soit conforme à la Charte des Nations Unies reviendrait à condamner aux privations, à la destruction et à la mort le peuple du Nicaragua et, en fait, les peuples de notre région épris de justice et de liberté.

71. Le PRÉSIDENT : L'orateur suivant est le représentant de l'Ethiopie. Je l'invite à prendre place à la table du Conseil et à faire sa déclaration.

72. M. IBRAHIM (Ethiopie) [*interprétation de l'anglais*] : Alors que certains ont opté pour la voie irresponsable et destructrice de la violence, le Nicaragua a toujours recherché avec une persévérance admirable, la voie de la légalité internationale. Qu'il vienne pour la troisième fois en un an devant le Conseil pour chercher réparation face à l'agression gratuite et non provoquée, dont son peuple continue d'être victime, est une autre preuve de son attachement à la paix et à la légalité. C'est, en outre, une manifestation de la confiance que le peuple et le Gouvernement du Nicaragua continuent de placer dans le Conseil. On verra si le Conseil, malgré ses échecs passés, se montrera à la hauteur de cette confiance. Nous espérons sincèrement qu'il en sera ainsi.

73. Pour notre part, nous rendons hommage au Gouvernement du Nicaragua pour la persévérance dont il fait preuve dans la recherche d'une solution pacifique et négociée à la crise à laquelle son pays doit faire face. A cet égard, nous ne pouvons qu'exprimer notre admiration au Ministre des relations extérieures du Nicaragua, dont la déclaration éloquente et claire a cerné la nature et la portée du problème à l'examen et a souligné une fois de plus la gravité de la situation à laquelle sa nation est confrontée. Dans cette même déclaration [2431<sup>e</sup> séance], il a identifié la partie principale — en fait la source même du problème — tout en indiquant au Conseil une voie pacifique, conforme aux buts et aux principes de la Charte des Nations Unies.

74. Ainsi que nous nous en souvenons tous, deux représentants ont pris la parole après lui, prouvant ainsi non seulement leur intérêt pour la question, mais aussi, peut-être, leur participation directe au conflit. L'un a fait une longue déclaration qui, tant par le fond que par le ton et même par ses références peu pertinentes et discourtoises à l'égard de pays extérieurs à la région de l'Amérique centrale, fut presque identique à ce que l'autre avait dit au Conseil en une occasion précédente. Qu'ils aient parlé le même langage ne nous a pas surpris, étant donné que les pays de ces deux représentants agissent effectivement de concert pour déstabiliser le Gouvernement nicaraguayen. Ce qui nous a étonnés, toutefois, c'est la façon cavalière dont ils ont éludé les questions concrètes dont le Ministre du Nicaragua a fait état au Conseil.

75. En fait, l'un de ces représentants s'est refusé à parler de la question inscrite à l'ordre du jour, choisissant de n'intervenir qu'en exercice de son droit de réponse, dans laquelle il a malheureusement cherché à donner une leçon au Gouvernement du Nicaragua sur les vertus de la démocratie américaine en l'invitant à l'adopter chez lui. En outre, ces deux représentants ont non seulement refusé de parler du problème en question, mais ils sont allés jusqu'à chercher à nier au Nicaragua le droit souverain d'avoir recours au Conseil de sécurité pour obtenir son assistance, en faisant valoir de façon entièrement injustifiée que d'autres pays de la région qui font face à des troubles intérieurs ne l'ont pas fait. Le fait que le Nicaragua renforce son armée a été particulièrement mis en relief, comme si le désarmement était la voie naturelle et logique à suivre pour un pays menacé par l'agression extérieure et la subversion interne appuyée de l'extérieur. De plus, on nous a informés que des armes étaient expédiées illégalement en El Salvador par le Honduras, comme si le contrôle du territoire hondurien était la responsabilité du Gouvernement du Nicaragua. En outre, les deux représentants ont choisi, et c'est regrettable de se prononcer longuement sur des questions qui relèvent de la juridiction interne du Nicaragua et sur lesquelles, de ce fait, l'ordre du jour du Conseil ne pouvait donc porter.

76. Peut-être le seul point pertinent et digne de réflexion de ces déclarations a-t-il été ce que l'un de ces représentants a dit au sujet des négociations bilatérales. En rejetant les négociations bilatérales avec le Nicaragua, ce représentant, sciemment ou non, a donné la nette impression que son gouvernement, qu'il a comparé à une pièce sur un échiquier, ne pouvait agir de façon indépendante pour régler ses différends avec son voisin immédiat sans la participation d'une puissance extérieure, qu'il a comparée à un géant. Si telle est l'impression qu'il voulait donner au Conseil, eh bien, c'est là vraiment une triste image de la souveraineté et de l'indépendance nationale de son pays.

77. Dans le monde parfois irréel de la diplomatie, pareils faux-fuyants, voire tromperies, sont peut-être une pratique acceptable lorsqu'on veut se sortir d'une situation difficile et embarrassante; mais que personne

ne nourrisse l'illusion que dérobades et tromperies permettent d'occulter les problèmes et d'innocenter les responsables. Il n'en sera certainement pas ainsi. Mais ce qui est malheureux, cependant, c'est que dans ce processus, l'occasion d'arrêter et d'inverser la détérioration de la situation dans la région pourrait avoir été manquée et le Conseil rendu impuissant face à de tels actes flagrants d'agression.

78. Malgré toutes ces tentatives de semer la confusion, le problème dont le Conseil est saisi ne saurait être plus clair. Une poignée de pays, qui, pour des raisons manifestes, se sentent menacés par la perspective d'une révolution réussie au Nicaragua, se sont arrogé le droit de choisir la forme de gouvernement et l'idéologie que le peuple nicaraguayen devrait adopter. A cette fin, ils ont organisé, financé et entraîné des gens qui s'opposent à la révolution sandiniste et les ont lancés récemment dans une invasion ouverte du territoire nicaraguayen.

79. Comme l'a clairement déclaré le Ministre des relations extérieures ces mercenaires dévastent le Nicaragua, semant la mort et la destruction. La responsabilité de ces actes d'agression et de subversion incombe clairement aux gouvernements qui ont conçu ces opérations militaires ainsi qu'à ceux qui ont permis que leurs territoires soient utilisés comme bases de stationnement et comme bases arrière pour les incursions armées. Ces responsables sont bien sûr connus du monde entier. Mais ce que le monde ignore et aimerait bien savoir, c'est en fonction de quelle norme ou règle du droit international ou en vertu de quel principe moral ces gouvernements se sont lancés dans une aussi large opération d'ingérence et d'intervention.

80. Si la raison de la puissance plutôt que la puissance de la raison et de la légalité doit primer dans les relations internationales, le monde se verrait sans aucun doute plongé dans le chaos et l'anarchie. La raison et la légalité, nous en sommes convaincus, sont du côté du Nicaragua. Tous les actes d'intervention et d'agression contre le Nicaragua doivent donc cesser immédiatement et inconditionnellement. Toutes les possibilités d'un règlement pacifique du problème doivent être étudiées d'une façon exhaustive. En agissant avec courage et résolution dans la recherche de ces objectifs, le Conseil non seulement sauverait un petit pays pauvre et faible des griffes d'un pays riche et puissant, mais mettrait un terme à l'anarchie croissante qui menace les relations internationales dans leur essence même.

81. Enfin, permettez-moi, Monsieur le Président, au nom de la délégation éthiopienne, de remplir un agréable devoir, celui de vous féliciter à l'occasion de votre accession à la présidence de cet organe et de vous souhaiter un mandat fructueux. Je voudrais également remercier les membres du Conseil d'avoir accédé si rapidement à la demande de ma délégation de prendre la parole sur la question inscrite à l'ordre du jour de cet organe.

*La séance est levée à 18 h 5.*

---

NOTE

<sup>1</sup> A/38/68, annexe.

---

### كيفية الحصول على منشورات الأمم المتحدة

يمكن الحصول على منشورات الأمم المتحدة من المكتبات ودور التوزيع في جميع أنحاء العالم. استعلم عنها من المكتبة التي تعامل معها أو اكتب إلى: الأمم المتحدة، قسم البيع في نيويورك أو في جنيف.

#### 如何购取联合国出版物

联合国出版物在全世界各地的书店和经售处均有发售。请向书店询问或写信到纽约或日内瓦的联合国销售组。

#### HOW TO OBTAIN UNITED NATIONS PUBLICATIONS

United Nations publications may be obtained from bookstores and distributors throughout the world. Consult your bookstore or write to: United Nations, Sales Section, New York or Geneva.

#### COMMENT SE PROCURER LES PUBLICATIONS DES NATIONS UNIES

Les publications des Nations Unies sont en vente dans les librairies et les agences dépositaires du monde entier. Informez-vous auprès de votre libraire ou adressez-vous à : Nations Unies, Section des ventes, New York ou Genève.

#### КАК ПОЛУЧИТЬ ИЗДАНИЯ ОРГАНИЗАЦИИ ОБЪЕДИНЕННЫХ НАЦИЙ

Издания Организации Объединенных Наций можно купить в книжных магазинах и агентствах во всех районах мира. Наводите справки об изданиях в вашем книжном магазине или пишите по адресу: Организация Объединенных Наций, Секция по продаже изданий, Нью-Йорк или Женева.

#### COMO CONSEGUIR PUBLICACIONES DE LAS NACIONES UNIDAS

Las publicaciones de las Naciones Unidas están en venta en librerías y casas distribuidoras en todas partes del mundo. Consulte a su librero o diríjase a: Naciones Unidas, Sección de Ventas, Nueva York o Ginebra.

---